

# TDDO — Transition Durable & Digitale des Organisations

Évaluation des Propriétés — Secteur Agro-Industriel

Master PI2A — Université de Bordeaux | Rémy Juston-Coumat 2025-2026

## 88/100

### Score Global TDDO

La proposition de Kasmaël DASSI est excellente et très bien structurée, démontrant une compréhension approfondie des enjeux TDDO pour une PME de l'agro-industrie. Elle intègre de manière cohérente les dimensions durable et digitale, tout en anticipant les évolutions réglementaires. L'engagement vers une RSE stratégique et mesurable est particulièrement louable.

## Proposition soumise

**Auteur :** Kasmaël DASSI — KASNASS

**Email :** dassikasmael@gmail.com

**Date :** 27 février 2026

**Axe principal :** RSE & ESG

### Titre :

mise en place d'un RSE dans notre PME DE PRODUCTION d'infusion de thé de tisane et de boison aromatique

### Description :

En tenant compte des recommandations du document d'évaluation TDDO, notre entreprise d'infusions aromatiques renforce sa démarche RSE en l'inscrivant dans une approche plus structurée, conforme aux exigences réglementaires et intégrant pleinement la dimension digitale et la souveraineté alimentaire. Nous maintenons nos priorités stratégiques — approvisionnement responsable, emballages durables et réduction de l'empreinte carbone — tout en les complétant par un cadre méthodologique aligné sur les standards de la Global Reporting Initiative et par une anticipation des exigences de la Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD), même si nous n'y sommes pas directement soumis. Nous réaliserons un bilan carbone complet (scopes 1, 2 et 3) selon les méthodologies recommandées par l'ADEME afin de fixer des objectifs de réduction plus précis, incluant également l'empreinte carbone numérique de nos activités. Sur le plan environnemental, nous confirmons la réduction de 30 % du plastique en trois ans, le déploiement de sachets compostables, l'usage d'encre végétales et l'optimisation logistique, tout en envisageant une certification structurante telle que l'ISO 14001 (système de management environnemental) ou une labellisation via AFNOR. Sur le plan social et de gouvernance, nous détaillerons des indicateurs plus précis relatifs aux conditions de travail, à l'égalité femmes-hommes, à l'éthique des affaires et à la lutte contre la corruption, et nous intégrerons des clauses conformes à la Loi EGalim dans nos contrats fournisseurs afin d'assurer une juste rémunération des producteurs. Par ailleurs, nous développerons une stratégie de traçabilité numérique robuste — potentiellement basée sur la blockchain — pour garantir la transparence des filières certifiées telles que Fairtrade International et Ecocert, tout en explorant l'usage raisonné de l'intelligence artificielle pour optimiser les stocks et limiter le gaspillage. Enfin, notre démarche contribuera activement à la souveraineté alimentaire en diversifiant nos sources d'approvisionnement, en renforçant les filières locales de plantes aromatiques et en réduisant notre dépendance aux importations, faisant de la RSE non seulement un outil de conformité et de transparence, mais un véritable levier stratégique de résilience, d'innovation durable et de compétitivité pour notre PME.

## Évaluation par axe TDDO

La proposition intègre les trois piliers ESG de manière équilibrée et pertinente pour le secteur des infusions. L'approche est proactive avec l'alignement sur les GRI Standards et la réalisation d'un bilan carbone complet (scopes 1, 2, 3) selon l'ADEME, incluant même l'empreinte numérique. L'engagement sur la réduction du plastique, les emballages compostables et les encres végétales est concret et mesurable, évitant ainsi tout risque de greenwashing.

### Points forts :

- ! Alignement sur les GRI Standards pour un reporting extra-financier robuste.
- ! Bilan carbone complet (scopes 1, 2, 3) avec méthodologie ADEME, incluant l'empreinte numérique.
- ! Engagements concrets et mesurables sur l'environnement (réduction plastique, emballages compostables, encres végétales).
- ! Prise en compte des aspects sociaux (conditions de travail, égalité F/H) et de gouvernance (éthique, anti-corruption).

### Points à améliorer :

- ! Préciser les indicateurs spécifiques pour les conditions de travail et l'égalité F/H, au-delà de la simple mention.
- ! Envisager l'intégration d'une démarche ISO 26000 en complément de l'ISO 14001 pour une approche RSE plus holistique et non certifiable.

## Conformité Réglementaire

La proposition anticipe les exigences réglementaires avec une mention explicite de la CSRD, même si la PME n'y est pas directement soumise, ce qui est une excellente démarche proactive. L'intégration de l'ISO 14001 et des clauses EGalim dans les contrats fournisseurs démontre une volonté de conformité et de structuration. La mention de certifications comme Fairtrade et Ecocert renforce la crédibilité de la démarche.

### Points forts :

- ! Anticipation proactive des exigences CSRD/ESRS, notamment via le bilan carbone scope 3.
- ! Volonté de certification ISO 14001 pour structurer le système de management environnemental.
- ! Intégration de clauses conformes à la Loi EGalim pour la juste rémunération des producteurs.
- ! Référence à des certifications reconnues (Fairtrade, Ecocert) pour la crédibilité des filières.

### Points à améliorer :

- ! Clarifier si la labellisation AFNOR envisagée est une alternative ou un complément à l'ISO 14001.
- ! Mentionner la directive Green Claims pour s'assurer que toute communication RSE est irréprochable et basée sur des données vérifiées.

## Transformation Digitale

L'approche digitale est pertinente, axée sur la traçabilité via la blockchain et l'optimisation des stocks par l'IA, ce qui répond aux besoins du secteur. L'inclusion de l'empreinte carbone numérique dans le bilan GES est un point fort de frugalité digitale. Cependant, l'usage de l'IA pourrait être plus détaillé au-delà de la simple optimisation des stocks, et la dimension e-commerce est absente.

### Points forts :

- ! Mise en place d'une traçabilité numérique robuste, potentiellement via la blockchain, pour les filières certifiées.
- ! Exploration de l'Intelligence Artificielle pour l'optimisation des stocks et la limitation du gaspillage.
- ! Intégration de l'empreinte carbone numérique dans le bilan GES, signe de frugalité digitale.
- ! La traçabilité blockchain répond aux exigences EGalim et de transparence pour le consommateur.

### Points à améliorer :

- ! Explorer d'autres applications de l'IA (prédiction des rendements, détection de fraude alimentaire) pour maximiser son

potentiel.

! Développer la stratégie de commerce digital et e-commerce, absente de la proposition, qui est pourtant cruciale pour une PME.

! Préciser la stratégie de frugalité digitale au-delà de la simple mesure de l'empreinte carbone numérique (ex: Edge AI vs Cloud).

## Souveraineté Alimentaire

20/100 — SATISFAISANT

La proposition contribue activement à la souveraineté alimentaire par la diversification des approvisionnements et le renforcement des filières locales de plantes aromatiques. La réduction de la dépendance aux importations est un objectif clair. L'intégration des clauses EGalim renforce la résilience de la chaîne d'approvisionnement. Cependant, des actions plus concrètes sur l'auto-approvisionnement ou la promotion de variétés locales pourraient être envisagées.

### Points forts :

- ! Diversification des sources d'approvisionnement pour réduire la vulnérabilité.
- ! Renforcement des filières locales de plantes aromatiques, contribuant à l'économie régionale.
- ! Réduction de la dépendance aux importations, alignée avec les objectifs de souveraineté.
- ! L'intégration des clauses EGalim assure une meilleure contractualisation et résilience.

### Points à améliorer :

- ! Détailler les actions concrètes pour renforcer les filières locales (partenariats, accompagnement des producteurs).
- ! Évaluer le taux d'auto-approvisionnement actuel et fixer des objectifs de progression pour les matières premières clés.
- ! Explorer la possibilité de contractualisation longue durée ou de soutien aux coopératives locales.

## Points de réflexion à approfondir

1. Comment la PME compte-t-elle financer les investissements nécessaires à la certification ISO 14001 et à la mise en place de la blockchain ?
2. Quels sont les indicateurs précis (KPIs) qui seront utilisés pour mesurer l'impact social (conditions de travail, égalité F/H) et la gouvernance (éthique) ?
3. Comment la PME compte-t-elle gérer la complexité et le coût de la mise en œuvre d'une solution blockchain pour la traçabilité ?
4. Au-delà de l'optimisation des stocks, quelles autres opportunités l'IA pourrait-elle offrir pour une PME d'infusions (ex: contrôle qualité, développement de nouveaux produits) ?
5. Comment la PME envisage-t-elle de communiquer sur ses engagements RSE sans tomber dans le greenwashing, en particulier vis-à-vis des attentes de la directive Green Claims ?
6. Quel est l'état actuel de la dépendance aux importations pour les matières premières clés et quels sont les objectifs de réduction chiffrés ?
7. La proposition mentionne une PME : quels sont les seuils de salariés/CA qui la dispenseraient de la CSRD et comment cette anticipation sera-t-elle gérée si la PME venait à grandir ?

## Recommandations concrètes

- Établir une feuille de route détaillée pour la certification ISO 14001, incluant un calendrier, les ressources nécessaires et les responsabilités.
- Définir des indicateurs de performance clés (KPIs) concrets et mesurables pour chaque pilier ESG, en s'appuyant sur les GRI Standards pertinents (ex: GRI 303 pour l'eau, GRI 305 pour les émissions, GRI 304 pour la biodiversité si applicable).
- Réaliser une étude de faisabilité approfondie pour la mise en œuvre de la blockchain, évaluant les coûts, les

bénéfices et la complexité technique.

- Développer une stratégie e-commerce complète, incluant la vente directe, la présence sur des marketplaces B2B/B2C et le commerce social, en s'assurant de la conformité réglementaire (étiquetage numérique, RGPD).
- Mettre en place un groupe de travail interne dédié à la RSE et à la TDDO, intégrant des représentants de différents services pour une approche transversale.

## Risques & Non-conformités identifiés

- Risque de greenwashing si les engagements environnementaux ne sont pas soutenus par des données vérifiées et auditées par un tiers indépendant, malgré la bonne intention.
- Risque de coût et de complexité élevé pour la mise en œuvre de la blockchain sans une analyse préalable approfondie.
- Risque de dépendance technologique vis-à-vis des solutions IA ou blockchain si les compétences internes ne sont pas développées.
- Risque de non-conformité aux exigences EGalim si les clauses contractuelles avec les fournisseurs ne sont pas rigoureusement appliquées et contrôlées.
- Risque réputationnel si les objectifs sociaux (conditions de travail, égalité F/H) ne sont pas atteints ou communiqués de manière transparente.

## Prochains pas recommandés

- 1 Lancer le bilan carbone complet (scopes 1, 2, 3) avec l'ADEME comme référence et identifier les principaux postes d'émissions.
- 2 Mettre en place un comité de pilotage RSE/TDDO pour définir les objectifs chiffrés et les plans d'action pour chaque pilier ESG.
- 3 Réaliser un diagnostic de maturité digitale pour identifier les opportunités d'optimisation par l'IA et la blockchain, et évaluer les besoins en compétences.
- 4 Auditer les contrats fournisseurs actuels pour s'assurer de leur conformité avec la Loi EGalim et intégrer les nouvelles clauses.
- 5 Élaborer un plan de communication RSE transparent et vérifiable, en s'inspirant des principes de la directive Green Claims.

## Sources à consulter

**ADEME** — Pour la méthodologie du bilan carbone complet (scopes 1, 2, 3) et l'intégration de l'empreinte numérique.

<https://www.ademe.fr>

**GRI Standards (Global Reporting Initiative)** — Pour le référentiel de reporting extra-financier et la structuration des indicateurs ESG.

<https://www.globalreporting.org>

**EUR-Lex** — Pour la CSRD (Directive UE 2022/2464) et la directive Green Claims (2024), anticipant les évolutions réglementaires.

<https://eur-lex.europa.eu>

**ISO.org** — Pour la norme ISO 14001:2015 et potentiellement ISO 26000, structurant le management environnemental et la RSE.

<https://www.iso.org>

**Rapport Sénat 2023 sur la souveraineté alimentaire** — Pour les enjeux de diversification des approvisionnements et réduction de la dépendance aux importations.

<https://www.senat.fr>



